NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire
SNCF
Secteur Paris Sud-Ouest
Lundi 12 octobre 2020

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »

Victor Hugo

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaire en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant tous les CDD non renouvelés, les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.



L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

Macron président des riches ? Non, président des ultra-riches !

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière et le prélèvement forfaitaire unique, qui ne taxe le capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licencieurs. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires.

Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts entre salariés

Mais les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage.

Rendez-vous dans la rue le 17 octobre, à 14 heures place de la République à Paris

La sécurité n'est pas un jeu

A l'EIC, depuis des mois, aucune journée de formation. La faute au sous-effectif. Ce sont des discussions en poste entre collègues qui pallient ce manque. Et pas les quizz de nos chefs avec primettes à clé…

Vite, de véritables formations en salle, avec formateur !

On n'est plus au collège

L'établissement traction Ligne C toujours pionnier sur les coups bas : en fin de journée de formation mécanos, on a droit à une évaluation écrite et la note est transmise à notre DPX. Et le diplôme du flicage est attribué à...

Dans tous les services on veut des embauches !

On commençait à être habitué à des postes non tenus sur le chantier, au poste N, au D. Cette fois ci c'est le poste d'agent circulation du PRS d'Austerlitz qui n'a pas été tenu à plusieurs reprises les week-ends. Le chef circulation récupère la charge de travail, notamment la gestion des dérangements et incidents. Une situation inadmissible à la fois du point de la sécurité et des conditions de travail. Le sous-effectif est devenu la règle dans bien des services, en gares, chez les TA d'Ivry... Une bonne raison de s'atteler ensemble à imposer les embauches nécessaires.

Sauve qui peut ?

Hémorragie à la SNCF, démissions en cascade : entre le sous-effectif et les bas salaires, on comprend pourquoi ! Mais pas sûr que l'herbe soit plus verte ailleurs : l'hôpital par exemple connaît aussi une vague de démissions pour les mêmes raisons – rendues encore plus dramatiques par la crise sanitaire. Pour améliorer le quotidien, il faut des embauches massives et des augmentations de salaires. Pour les obtenir, se battre tous ensemble !



Santé : l'hypocrisie des autorités, ça tue

« Plan blanc renforcé » dans les hôpitaux de la région *« pour mobiliser toutes les ressources et anticiper les jours à venir »*. Les travailleurs de la santé auraient sans doute préféré que le gouvernement et les exécutifs régionaux anticipent vraiment en débloquant du fric pour recruter massivement des collègues car les ressources nécessaires et qui manquent c'est cela… Dans toutes les professions **!**

De la carte vitale à la carte bleue

Le gouvernement prévoit de faire payer toute visite aux urgences 18 euros si elle n'est pas suivie d'une hospitalisation. Une pénalité pour *« faire respecter le parcours de soin »*, dit-il en faisant mine d'oublier les déserts médicaux dans les campagnes et quartiers populaires, ou encore que le passage chez un généraliste nécessite souvent d'avancer les 23 euros…

En pleine crise sanitaire, le président des riches s'attaque à nouveau aux plus pauvres.

La casse de l'hôpital public continue

Alors que le CHU de Toulouse vient de passer en mode « hôpital sous tension » avec la remontée des cas Covid, la cour des comptes d'Occitanie a cru bon de publier son rapport financier. Celui-ci préconise des suppressions de postes de médecins et pointe le « faible taux d'occupation des lits ».

Ce n'est pas une petite crise sanitaire qui va détourner ces gens-là de l'essentiel : imposer des économies sur les services publics pour gaver les patrons !

Ni bonnes, ni nonnes, ni connes !

La direction des hôpitaux de Paris a annoncé l'annulation des congés du personnel soignant au mois d'octobre. L'État n'a rien prévu pour l'hôpital public, rien dépensé, n'a procédé à aucune formation en urgence, aucun investissement exceptionnel pour affronter la seconde vague. Et au dernier moment, on sucre les congés des héros de la première ? Finis les applaudissements, place à la colère !

La main à la poche, la main à la pâte

L'Étincelle-NPA n'est pas subventionnée, ni par l'État, ni par la direction de la SNCF, dont elle dénonce chaque quinzaine les économies mesquines et les coups tordus. Ce bulletin est le tien, tu peux le faire circuler, l'informer et débattre avec ses diffuseurs. Et jusque fin novembre, tu peux verser à la souscription.

Contacte nos diffuseurs, envoie-nous un mail, like et partage la page facebook !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest**

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA